



Liminaire CGT au CSE Siège

12 novembre 2024

Dialogue social ou dialogue de sourd



La fin de cette mandature est proche, et la CGT fait malheureusement le constat de la dégradation croissante du dialogue social.

Les CSE ordinaires et extraordinaires s'enchaînent faute d'information complète sur les nouveaux projets, des projets que la direction veut mener à la hussarde, sans même balayer toutes les implications sur la santé, l'emploi et l'organisation du travail.

Quel mépris pour les instances, les élus, les représentants du personnel... et, par ricochet, pour l'ensemble des salariés !

Une élection professionnelle sous tension

La direction a choisi d'organiser le premier tour des élections professionnelles pendant le week-end prolongé du 11 novembre - une période peu propice à la participation, alors même que cette élection détermine la représentativité syndicale dans l'entreprise.

À cela s'ajoutent de nombreux dysfonctionnements : des salariés et des élus n'ont pas reçu leurs identifiants ou mots de passe, d'autres ont reçu des liens erronés.

Pendant ce temps, la direction profite de cette période électorale et de transition pour avancer en sous-marin sur plusieurs dossiers sensibles - notamment le renouvellement des régies du Siège **Genesys**, la liquidation d'**IV3** ou encore le dernier né, Stade 2 la quotidienne - alors que la loi impose un silence syndical (pas de tracts, pas de communication).

Certes, elle en a le droit. Mais entre le **droit** et la **morale**, il y a un gouffre mais cela ne semble manifestement pas être la préoccupation première de la direction

Quatre mois à peine après avoir choisi de dénoncer l'accord collectif de 2013, la manœuvre pour décrédibiliser les syndicats bat son plein.

Des pratiques sociales alarmantes

Le management toxique, autoritaire et hiérarchique fait de plus en plus de dégâts. C'est maintenant prouvé, démontré et inscrit noir sur blanc dans un rapport qui a fait grand bruit même dans la presse, mais qui visiblement, n'ébranle pas la direction.

Elle garde le cap, droit dans ses blocs notes.

Il faut que cela s'arrête !

Le nombre d'entretiens préalables pour licenciements augmentent de manière inquiétante, nous le dénonçons depuis des mois, mais la direction reste sourde. Des salariés sont convoqués sans avoir connaissance des raisons, parfois pour des motifs qui pourraient être résolus dans

le dialogue et des échanges constructifs, mais qui finissent par des licenciements, ce qui entraîne des procédures et a un coût pour notre entreprise, alors que « on n'a plus d'argent » est la rengaine que l'on nous chante depuis d'années.

On notera au passage que ces convocations sont réservées aux « petits ». Les directeurs fautifs sont excusés ou recasés sans trop de dommages, sur des postes sur mesure, dont l'utilité reste un mystère.

Pour un vrai changement

La CGT demande solennellement que la **prochaine mandature** s'ouvre sous le signe de la **bienveillance**, du **respect**, et d'un **véritable dialogue social**.

Un dialogue sincère, constructif, au service de tous les salariés.

Et pas un dialogue de sourds.

Paris, le 12 novembre 2025